

July 13, 1970

Report of the Meeting on Monday July 13, 1970, at the Great Hall of the People

Citation:

"Report of the Meeting on Monday July 13, 1970, at the Great Hall of the People", July 13, 1970, Wilson Center Digital Archive, Documents diplomatiques franc

ais, 1970, Tome II (1er juillet - 31 de

cembre) (Brussels: P.I.E. Peter Lang, 2014), 97-109.
<https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/123140>

Summary:

A record of conversation between Andre Bettencourt, Mao Zedong, and Zhou Enlai.

Credits:

This document was made possible with support from MacArthur Foundation

Original Language:

French

Contents:

Transcript - French

COMPTE RENDU
DE LA RÉUNION DU LUNDI 13 JUILLET 1970 AU PALAIS DU PEUPLE

C.R.

Secret. Confidentiel.

□□□

□□□□

Étaient présents du côté chinois :

MM. Mao Tsé-toung^[1] □□□

□□□□

Lin Piao^[2] □□□

□□□□

Chou En-laï^[3] □□□

□□□□

Kang Cheng^[4] □□□

□□□□

Li Hsien-nien^[5] □□□

□□□□

□□□

□□□□

Étaient présents du côté français :

MM. Bettencourt^[6] □□□

□□□□

Manac'h^[7] □□□

□□□□

de Beaumarchais^[8] □□□

□□□□

d'Aumale^[9] □□ □□

M. Bettencourt constate que c'est dans cette même pièce qu'il avait reçu l'accueil du président Mao Tsé-toung il y a six ans.^[10]

M. Mao Tsé-toung demande qui, à cette époque, était le chef de la délégation.

M. Bettencourt précise que c'était M. Benard qui était député et qu'il est maintenant maire de sa ville, mais les élections font que les choses vont et viennent. Rien n'empêche d'ailleurs que M. Benard redevienne député.

M. Mao Tsé-toung demande si la délégation comporte des députés.

M. Bettencourt répond que ce n'est pas le cas. Il présente ensuite les membres de la délégation française, et rappelle que, outre les personnes présentes, il est

accompagné de son chef de Cabinet,[\[11\]](#) d'un représentant du ministère des Finances,[\[12\]](#) et d'un membre du Cabinet de M. Schumann,[\[13\]](#) qui ont été heureux de saluer le Président avant l'ouverture de cet entretien.

M. Mao Tsé-toung observe que les délégués qui ne sont pas présents pourraient se sentir discriminés et tient à s'excuser auprès d'eux.

M. Chou En-laï rit (il aura du reste souvent, au cours de l'entretien, des accès de bonne humeur).

M. Bettencourt fait remarquer que c'est lui qui a fixé la liste des personnes qui l'accompagneraient. En France comme en Chine sans doute, le gouvernement décide qui doit être présent. Le Ministre tient à remercier le président Mao Tsé-toung de son accueil et lui transmet les vœux dont le Président de la République l'avait chargé pour le cas où il serait reçu par le président Mao Tsé-toung. Il se réfère à la longue conversation qu'il a eue avec le Premier ministre qui en a peut-être déjà rendu compte au président Mao Tsé-toung et au cours de laquelle ont été passés en revue les points d'accord et de désaccord. Une conversation a eu lieu également avec le vice-Premier ministre, ainsi qu'avec les vice-Ministres des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.[\[14\]](#)

Avec le Premier ministre, on a pu évoquer la conversation qui avait eu lieu il y a six ans. M. Chou En-laï, qui n'y assistait pas, avait une meilleure mémoire de la conversation que M. Bettencourt ; mais celui-ci se souvenait bien, malgré tout, de cet entretien, car une conversation avec le président Mao Tsé-toung ne s'oublie pas.

(À ce moment, le président Mao Tsé-toung interroge M. Chou En-laï).

M. Chou En-laï indique qu'à cette époque il n'y avait pas encore de relations diplomatiques entre la France et la Chine, celles-ci n'ayant été établies que le 27 janvier 1964. M. Edgar Faure était venu auparavant en Chine.[\[15\]](#)

M. Mao Tsé-toung demande quand M. Malraux est venu.[\[16\]](#)

M. Manac'h répond que c'est en 1965.

M. Chou En-laï demande à M. Manac'h s'il a connu M. Malraux dans le passé.

M. Manac'h rappelle qu'il l'a rencontré pour la première fois à Moscou en 1934.

M. Mao Tsé-toung demande ce que M. Malraux fait actuellement.

M. Bettencourt précise qu'il écrit : il faisait partie du gouvernement du général de Gaulle, et, lorsque celui-ci s'est retiré, il a préféré en faire autant.

M. Mao Tsé-toung demande quand M. Manac'h est arrivé en Chine.

M. Manac'h précise qu'il y est venu pour la première fois, pour quelques semaines, en 1966, et qu'il est revenu comme ambassadeur le 20 mai 1969 au moment où M. Huang Chen partait, de son côté, pour Paris. Les deux ambassadeurs se sont croisés à Shanghai.

M. Mao Tsé-toung a lu certains des documents concernant les conversations qui viennent d'avoir lieu, il y a des divergences sur certains points, mais, dans d'autres

domaines les vues convergent. Il est bon de se dire clairement ce que l'on pense.

M. Bettencourt tient à rappeler que, fondamentalement, la politique française, telle qu'elle avait été définie par le général de Gaulle, demeure celle menée par le président Pompidou. C'est ce dernier qui a voulu qu'un contact soit établi avec les responsables chinois à un niveau élevé du gouvernement, et c'est dans ces conditions que M. Bettencourt a pu avoir le grand honneur de se rendre à Pékin, grâce à la compréhension des dirigeants de ce pays. Il était bon que, du côté français, l'on rappelât que, dans le domaine de la politique internationale, nous étions attachés aux relations directes avec la Chine dans l'indépendance et l'amitié. Certes, la France n'a pas les mêmes possibilités que la Chine, mais nous avons le même attachement à l'indépendance.

M. Mao Tsé-toung observe que le monde actuel n'est pas tellement calme. L'indépendance est une chose, mais il y a des hommes qui veulent troubler les choses et c'est un autre aspect. Lors de la dernière visite de M. Bettencourt, il en avait déjà été question. Dans le monde actuel, un petit nombre de pays souhaitent intervenir dans les affaires des autres et font obstacle à leur indépendance. Après la chute de Hitler, et à la fin de l'impérialisme japonais, la France a recouvré son indépendance et la Chine a été libérée mais les troubles n'en ont pas pour autant cessé. Bien sûr, personne ne s'est livré à une agression contre la France ni - à part la question de Taïwan - à une agression contre la Chine. Pour notre part, nous sommes prêts à faire face à la guerre. Si nous n'avons aucune intention de faire sortir nos troupes de notre territoire, nous sommes prêts à nous défendre sur notre sol si d'autres nous attaquent. La France ne fait pas de tels préparatifs.

M. Bettencourt remarque que la France fait de gros efforts dans le domaine militaire pour se défendre, pour le cas où elle serait attaquée.

M. Mao Tsé-toung met en garde contre la conception d'une nouvelle ligne Maginot.

M. Bettencourt rappelle l'effort nucléaire français qui vise à constituer une force de dissuasion importante et totalement indépendante. Celle-ci ne doit rien, ni aux Américains, ni aux Anglais. Il n'a été fait appel à aucun brevet anglais ou américain. Cet effort a été autonome et a exigé de gros sacrifices. La France entend persévérer dans cette voie et il s'agit là d'une politique comparable à celle de la Chine.

M. Manac'h rappelle que la France n'a signé ni le traité de 1963,[\[17\]](#) sur l'arrêt des expériences atomiques, ni le traité de non-prolifération.[\[18\]](#)

M. Mao Tsé-toung approuve.

M. Bettencourt fait état de l'appréciation du président Pompidou en ce qui concerne les réalisations remarquables de la Chine sur le plan scientifique et mentionne le fait que ce pays ne compte que sur lui-même.

M. Mao Tsé-toung constate que l'on est encore qu'au commencement, qu'à la période d'essai. La Chine n'est pas encore, en fait, une grande puissance. Quand certains disent cela dans les journaux, il ne les croit pas. Nous n'en sommes pas encore là. La France, en revanche, est une grande puissance.

M. Bettencourt fait observer que, lorsque l'on dispose d'une population de 750 millions d'habitants, on est une grande puissance.

M. Mao Tsé-toung constate que, dans le passé, des pays se permettaient de tout faire sur la tête des Chinois. Il rappelait cela aux visiteurs français en 1964. C'est pourquoi

la Chine se livre à des préparatifs pour faire face à la guerre. Il suggère que, du côté français, on ne s'appuie pas seulement sur une ligne Maginot ou sur quelques bombes atomiques. Il convient de faire aussi des préparatifs dans le domaine de la défense civile. Car les choses peuvent évoluer dans le monde ; comment savoir quelle sera l'orientation des événements et que pourront faire alors les États-majors?

M. Bettencourt reconnaît que, sur le plan de la défense civile, les choses sont plus faciles en Chine, car le territoire y est immense, tandis qu'en France il suffit de quelques bombes atomiques, et le pays n'existe plus.

M. Mao Tsé-toung observe que le combat peut se poursuivre sous terre et dans les montagnes. Il y a eu chez vous la résistance.

M. Chou En-laï rappelle, en effet, que la résistance française s'était concentrée dans les montagnes.

M. Mao Tsé-toung insiste sur l'importance de la défense souterraine.

M. Bettencourt fait observer que son pays fait déjà de gros efforts qui coûtent très chers et qui ne sont pas toujours compris de l'opinion publique, surtout de celle de gauche, mais peut-on parler de la gauche en Chine?

M. Chou En-laï fait observer qu'il s'agit d'une « soi-disant » gauche, car il s'agit du « soi-disant » parti communiste, du parti radical et du parti socialiste.

M. Mao Tsé-toung constate que la France a eu l'expérience d'être mal traitée.

M. Bettencourt ajoute de son côté que la France a eu jadis une présence militaire en Chine, alors qu'elle n'avait pas grand-chose à y faire, mais, depuis le général de Gaulle, la France a définitivement opté pour une politique systématique de décolonisation. La France est aujourd'hui chez elle, et son souhait est que chacun reste chez soi et ne s'occupe plus des affaires des autres, s'il n'est pas sollicité.

M. Mao Tsé-toung souligne que, même s'il y a demande, on doit rester très prudent.

M. Chou En-laï parle avec Mao Tsé-toung, puis observe qu'une telle demande a été faite par Lon Nol aux Américains. Une requête semblable n'a pas été adressée à la France.

M. Manac'h précise que Lon Nol a également demandé à la France de lui fournir du matériel militaire, mais on ne lui a pas donné suite.

M. Mao Tsé-toung approuve cette position française : «C'est bien».

M. Bettencourt ajoute que de nombreux Français vivent au Cambodge, mais que nous en faisons revenir certains.

M. Mao Tsé-toung demande si, dans l'avenir, ils pourront retourner dans ce pays.

M. Bettencourt indique que cela est possible si la paix est rétablie. Le Cambodge est un pays ami de la France. Dans la paix, nous pouvons l'aider ; dans la guerre, cela n'est pas possible. À la demande du prince Sihanouk, nous avons autrefois fourni du matériel militaire, mais c'était en temps de paix. Aujourd'hui, il n'en est plus question.

M. Mao Tsé-toung constate qu'aujourd'hui ce sont les Américains qui fournissent ce matériel.

M. Bettencourt rappelle que la politique qu'avait déjà définie le général de Gaulle, et que l'actuel président de la République défend à son tour, est fondée sur le principe que la paix ne peut se régler que par un retrait de toutes les troupes américaines, selon un calendrier bien défini. Tant que les Américains n'auront pas fait leur ce principe, il n'y aura pas de règlement.

M. Manac'h ajoute qu'il faut garantir, au surplus, le droit pour les Vietnamiens de constituer librement leur gouvernement, en dehors de toute pression des gouvernements étrangers.

M. Mao Tsé-toung constate que les Américains n'en sont pas encore là et ne sont pas d'accord avec ce principe.

M. Manac'h fait remarquer que c'est précisément la raison pour laquelle nous ne sommes pas non plus d'accord avec eux.

M. Mao Tsé-toung souligne qu'il n'en reste pas moins que les États-Unis demeurent les alliés de la France.

M. Bettencourt répond que la France doit aussi aux États-Unis sa libération dans la première, comme dans la deuxième guerre mondiale. Sans eux, Hitler serait peut-être encore à Paris et la délégation française qui se trouve actuellement à Pékin n'y serait pas.

M. Mao Tsé-toung ajoute que, si les États-Unis existent, c'est parce que la France a aidé autrefois Washington lors de la guerre d'indépendance.[\[19\]](#)

M. Bettencourt observe qu'il convient de dire la vérité. Les Américains ont été très utiles pour la France, celle-ci ne l'oubliera pas, de même qu'elle n'oubliera pas l'effort de guerre soviétique. Mais elle n'est alignée ni sur les uns, ni sur les autres, qu'il s'agisse de la politique extérieure américaine ou russe.

M. Mao Tsé-toung constate qu'il est plus facile pour la France que pour la Chine de pratiquer ce jeu de va-et-vient entre Washington et Moscou. La Chine n'est pas aussi libre de ses mouvements.

M. Manac'h rappelle que notre liberté d'action vis-à-vis des Américains a été marquée par notre retrait de l'OTAN, organisme militaire de l'Alliance atlantique[\[20\]](#) et qui est en fait à la disposition des États-Unis.

M. Pompidou a encore récemment déclaré qu'il n'était pas question pour la France de rentrer dans l'OTAN.

M. Mao Tsé-toung demande si cette déclaration est récente.

M. Manac'h précise qu'elle date de quelques jours.

M. Mao Tsé-toung s'en montre satisfait.

M. Manac'h fait observer que, vis-à-vis de l'Union soviétique, notre indépendance est comparable. La France est le pays d'occident qui a le plus vigoureusement protesté

contre l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Elle maintient aujourd'hui cette position.

M. Bettencourt ajoute qu'une telle position explique nos relations avec la Roumanie, car la politique de Bucarest est une politique d'indépendance. La visite récente de M. Ceausescu à Paris [\[21\]](#) en est un témoignage. Nous avons de bonnes relations avec la Roumanie.

M. Chou En-laï conclut que, comme les Roumains, la France est opposée à la politique des blocs.

M. Bettencourt rappelle que le général de Gaulle avait déclaré que la politique des blocs conduisait à la guerre.

M. Manac'h fait observer que, depuis 1966, date de notre retrait de l'OTAN, la France ne peut plus être engagée dans une guerre qui ne serait pas la sienne.

(Il y a ici un aparté entre Mao Tsé-toung et Chou En-laï).

M. Mao Tsé-toung relève que ce comportement de la France est une contribution importante sur le plan européen. Il se demande si d'autres pays ne gagneraient pas à s'en inspirer, par exemple la Grande-Bretagne.

(Nouvel aparté entre Mao Tsé-toung et Chou En-laï).

M. Mao Tsé-toung évoque le problème de la position de la France et du Pakistan vis-à-vis de l'OTASE. [\[22\]](#)

M. Manac'h rappelle qu'en ce qui concerne l'OTASE, dans les faits, sinon dans la forme, la France ne porte plus grand intérêt à cette organisation. Notre présence a pris fin pratiquement en 1965, après la réunion de Manille. En effet, à cette époque, nous nous sommes trouvés en désaccord avec les autres membres du pacte sur le problème du Vietnam. La France, quant à elle, n'a pas accepté comme les autres le passage du communiqué concernant ce pays et elle a marqué nettement son désaccord. Depuis, elle n'est plus au comité militaire et aucun ministre français ne s'est plus rendu aux réunions de cette organisation. Le Pakistan, avec lequel nous avions des consultations, nous a imités un peu plus tard et est passé de l'abstention à l'absence.

M. Mao Tsé-toung constate que, lorsqu'on parle d'alliés, tout dépend de la façon dont on les considère. Avec certains alliés, on peut être d'accord sur certains points, et en désaccord sur d'autres. Y a-t-il des troupes européennes qui participent à la guerre du Sud-Est asiatique?

M. Manac'h répond qu'il n'y a pas de troupes européennes. La France s'est à cet égard efforcée de faire comprendre ce problème aux pays européens et elle pense qu'à la longue elle a été entendue. En tout cas, les pays européens jugent de façon de plus en plus sévère cette guerre.

M. Bettencourt observe que la Grande-Bretagne, qui reste très liée aux États-Unis pour bien des raisons, aimerait sans doute être plus indépendante qu'elle ne l'est actuellement.

M. Chou En-laï demande si cela tient à l'avènement du parti conservateur au pouvoir.

[\[23\]](#)

M. Bettencourt constate que c'était déjà vrai auparavant et le nouveau gouvernement ne semble pas penser différemment.

M. Chou En-laï observe que c'est peut-être subjectivement vrai.

(Un nouvel aparté a lieu entre M. Mao Tsé-toung et Chou En-laï).

M. Mao Tsé-toung rappelle que, lors de la première rencontre qui avait eu lieu en 1964 avec M. Bettencourt, il avait parlé en termes sévères de l'Angleterre. Il avait même demandé que la France fasse pression sur elle. Il n'en sera plus de même en 1970. Cette fois-ci il s'abstient de dire des choses désagréables. Cinq ou six ans ont passé ...

M. Bettencourt constate qu'en ce qui concerne les États-Unis, en revanche, les choses n'ont pas changé par rapport à 1964.

M. Mao Tsé-toung observe que, non seulement les choses n'ont pas changé, mais qu'elles ont empiré.

M. Chou En-laï ajoute qu'il est difficile pour les États-Unis de tenir leur parole.

M. Bettencourt constate qu'un changement s'est produit, par rapport à il y a six ans, dans les relations entre l'Union soviétique et la Chine, ce dont la France se réjouit.

M. Chou En-laï demande de quelle sorte de changement il s'agit.

M. Bettencourt fait allusion à la prochaine venue d'un nouvel ambassadeur à Pékin.

[\[24\]](#)

M. Chou En-laï rit et fait observer que ce n'est pas sûr. Les Soviétiques ont une position le matin et le soir cela peut changer. Nous avons une grande expérience en ce qui concerne l'Union soviétique.

M. Bettencourt constate qu'il n'est pas facile d'être proches les uns des autres territorialement.

M. Mao Tsé-toung le reconnaît à son tour. C'est évidemment plus facile pour la France, et elle a, à cet égard, plus de liberté que la Chine.

M. Bettencourt souligne que nous tenons à notre liberté de mouvement et de parole ; nous souhaitons que les grandes nations puissent parler entre elles malgré les difficultés existantes.

M. Mao Tsé-toung admet que l'on peut toujours parler.

M. Chou En-laï rit aux éclats et Lin Piao sourit.

M. Chou En-laï dit qu'entre Français et Chinois il est facile de parler, mais ce n'est pas si facile avec les autres (États-Unis et URSS). La France, par exemple, n'a pas occupé le territoire chinois et la Chine n'a pas attaqué la Corse.

M. Bettencourt constate que ce n'est pas encore le cas (rires de tous) et que, de toute façon, nous ne le croirions pas. L'important, c'est que sur les problèmes essentiels, les deux pays soient d'accord.

M. Mao Tsé-toung s'entretient avec M. Chou En-laï.

Il admet que c'est vrai sur un certain nombre de problèmes, mais pour des pays comme la Chine, la situation entre les deux grandes puissances n'est pas commode : on est pour ainsi dire enserré entre elles et comme en sandwich (c'est M. Chou En-laï qui propose l'image en riant franchement).

M. Bettencourt observe qu'une puissance de 750 millions d'habitants représente un véritable continent. Elle est donc moins enserrée que d'autres. Dans un climat de tension, la France le serait davantage entre les États-Unis et l'Union soviétique.

M. Mao Tsé-toung n'en est pas convaincu.

M. Bettencourt remarque que la guerre la plus grave serait celle qui éclaterait entre les plus grandes puissances du monde, c'est-à-dire la Chine, l'Union soviétique, les États-Unis; ces derniers pays ont plus de poids que tout autre sur les événements de la planète.

M. Mao Tsé-toung ne pense pas que l'influence de la Chine soit déjà très importante. Le poids de la Chine ne pèse pas encore très lourd.

M. Bettencourt constate, en tout cas, qu'il ne peut pas y avoir de paix en Asie sans la caution de la Chine.

M. Manac'h constate que, sur terre comme sur mer, la Chine est entourée de deux grandes puissances. Si celles-ci s'entendaient pour régler les questions à deux, on courrait le risque de se voir imposer ici ou là des solutions forcées, mais la Chine dispose, nous semble-t-il, de moyens tactiques pour éviter cette convergence des deux grandes puissances. Quant à nous, l'une des idées que nous mettons en avant, est que les grands problèmes du jour, tels que ceux de l'Indochine et du Moyen-Orient ne peuvent être réglés uniquement par ces deux grandes puissances. En ce qui concerne l'Indochine, par exemple, il faut que d'autres pays, notamment la Chine et, naturellement avant tout les populations directement intéressées, participent au règlement. Cette question se pose pour la France, comme pour la Chine dans les mêmes termes.

M. Mao Tsé-toung se déclare très satisfait de l'entendre dire. Mais n'est ce pas seulement votre sentiment personnel?

M. Bettencourt confirme que telle est bien la position du gouvernement français.

M. Mao Tsé-toung estime qu'il y a là matière à conversation. Aux peuples de la région reviennent les problèmes intérieurs ; quant aux affaires internationales, elles requièrent des consultations. Bien entendu, il ne faut pas que celles-ci soient limitées à une ou deux puissances.

M. Manac'h rappelle que c'était déjà là l'idée qui présidait à l'échange de lettres entre M. Chou En-laï et le général de Gaulle, en octobre 1964, sur les questions nucléaires après la première expérience atomique de la Chine.[\[25\]](#)

M. Chou En-laï et M. Mao Tsé-toung se consultent et M. Chou En-laï confirme que tel

était en effet le cas.

M. Mao Tsé-toung fait observer que le mythe que les grandes puissances avaient cherché à accréditer dans le domaine nucléaire est désormais détruit. Elles prétendaient insister sur le caractère effrayant des armes nucléaires. À cette époque, en effet, ces puissances, de connivence entre elles, avaient signé un accord et avaient voulu imposer leurs vues. La France et la Chine avaient refusé de signer, puis d'autres pays les avaient imitées, notamment le Cambodge, la Guinée, Cuba, le Vietnam. C'est ainsi qu'il y a 30 ans, lorsque le gouvernement français était installé à Londres, la France a rencontré les plus grands obstacles. À cette époque, le général de Gaulle avait été malmené par les uns et par les autres, et, cependant, il avait triomphé ; au moment du débarquement en Afrique du Nord, il en avait été de même.

M. Bettencourt observe que le général de Gaulle a eu un grand courage, ce qui est le trait caractéristique des hommes politiques qui doivent aussi être des optimistes.

M. Mao Tsé-toung fait allusion aux difficultés plus grandes encore que la Chine a dû surmonter ; le gouvernement chinois de Tchoung-king était très corrompu.

M. Bettencourt observe que le président Mao Tsé-toung était bien désigné pour résoudre les problèmes auxquels la Chine était confrontée.

M. Mao Tsé-toung émet quelques doutes à ce sujet.

M. Bettencourt constate que, pour une tâche aussi vaste, il faut beaucoup d'optimisme.

M. Mao Tsé-toung répond : « pas nécessairement ». Il se lance dans une digression concernant l'œuvre de l'astronome Laplace [\[26\]](#) et indique que de nombreuses œuvres de savants français de cette discipline ont été traduites en chinois.

M. Chou En-laï le confirme en rappelant le rôle de l'observatoire de Shanghai et demande s'il y a d'autres grands théoriciens français de l'astronomie depuis Laplace.

M. Manac'h fait allusion aux travaux de Le Verrier [\[27\]](#) qui a découvert par le calcul telle étoile dont on a pu affirmer ultérieurement par l'observation l'existence concrète.

M. Mao Tsé-toung rappelle que Laplace a vécu après Kant et à la veille de la Révolution française, et qu'il avait été le professeur de Napoléon.

M. Chou En-laï ajoute que ses études sur l'univers ont permis de démontrer que celui-ci n'était pas immobile, qu'il évoluait et qu'il n'était pas une création de Dieu, mais une réalité en développement.

M. Mao Tsé-toung précise que, s'il a parlé de Laplace, c'est que ce dernier a donné une explication des choses dans leur évolution. Sa théorie de l'évolution était très appréciée par Marx [\[28\]](#) et Engels [\[29\]](#). Les astronomes soviétiques renient aujourd'hui cette théorie.

M. Bettencourt fait allusion à l'envoi d'un satellite chinois dans l'espace. C'est une réalisation remarquable.

M. Mao Tsé-toung observe que l'on peut admirer la chose si l'on veut. Quant à lui il ne

pense pas que ce soit un grand exploit. Il y a plus de 2 000 satellites qui tournent dans le ciel et qui appartiennent aux deux grandes puissances. La France en a lancé et d'autres pays encore ...

M. Bettencourt estime que l'envoi de satellites chinois et français prouve qu'il n'y a plus de monopole.

M. Chou En-laï approuve et relève que, dans ce domaine aussi, les mythes ont été détruits.

M. Mao Tsé-toung estime que, de ce point de vue, la remarque française est juste. Il se demande si les œuvres de Laplace ont été traduites en chinois. Sinon, il conviendrait de les traduire.

M. Chou En-laï suggère qu'on s'adresse pour cela à l'ambassade de France.

M. Manac'h rappelle que les matérialistes français du XVIII^e siècle étaient très connus de Marx, d'Engels et de Lénine. Ce dernier y insiste dans la préface de l'une de ses œuvres.

M. Mao Tsé-toung, soudainement, demande si, de l'avis de ses interlocuteurs, c'est Dieu qui a tout créé.

M. Manac'h se croyant interrogé répond que ce n'est pas sa conviction personnelle.

M. Bettencourt indique que Dieu est une explication que chacun se donne à soi-même.

M. Mao Tsé-toung observe que pour son interlocuteur, c'est peut-être Dieu.

M. Bettencourt observe qu'on met Dieu là où on veut le mettre. Pour certains, c'est la bombe atomique, pour d'autres la fraternité humaine, pour d'autres encore l'immense marche des choses dans l'immensité et dans l'éternité.

M. Mao Tsé-toung observe qu'un écrivain français a parlé de la fin du monde. Il y a différentes sortes de fin du monde ; nous croyons, nous aussi, que le monde sera détruit, mais un autre sera créé et le remplacera.

M. Bettencourt estime qu'il s'agira d'un monde social et spirituel.

M. Mao Tsé-toung souligne que la terre est encore jeune, mais elle vieillira.

M. Bettencourt souligne que tout a un commencement et une fin.

M. Mao Tsé-toung fait remarquer que, par sa réflexion, il faisait allusion à la destruction. Il faut détruire les mythes.

M. Bettencourt tient à exprimer sa satisfaction personnelle et celle de la délégation française d'avoir été reçus par le président Mao Tsé-toung. Il rappelle les vœux du gouvernement français pour celui-ci, pour la République populaire de Chine et pour tout son grand peuple qui travaille et marche sur la voie du progrès, un peuple qui, même face à la guerre, est à la recherche de la paix.

M. Mao Tsé-toung observe que l'on recherche parfois la paix par la voie de la guerre. En raison de cette remarque il y a des gens qui disent que nous sommes des bellicistes ; c'est comme vous voulez, vous pouvez choisir.

M. Bettencourt constate qu'en France aussi le proverbe existe selon lequel celui qui veut la paix prépare la guerre, car si l'on n'était pas prêt à faire face à celle-ci, l'on serait condamné à toutes les démissions.

M. Mao Tsé-toung est d'accord. Entre la France et la Chine il n'y a pas d'obstacle, car la France ne veut pas se livrer à des agressions vers l'extérieur et la Chine non plus. Si les gens ne viennent pas contre vous, on est en paix avec eux.

M. Chou En-laï et le président Mao Tsé-toung échangent quelques mots au sujet de l'interprète chinoise qui parle un excellent français et a vécu en France pendant 8 ans.

M. Bettencourt rappelle qu'il a proposé à M. Chou En-laï de venir en visite en France l'année prochaine.

M. Chou En-laï constate qu'il y a peu de pays en Europe qui soient prêts à le recevoir.

M. Bettencourt rappelle que la France en tout cas est prête. Le gouvernement français serait heureux de recevoir le Premier ministre de la République populaire de Chine.

M. Mao Tsé-toung remercie de cette invitation, qui sera étudiée. La France semble être le seul pays d'Europe qui soit disposé à l'accueillir.

M. Bettencourt mentionne la Roumanie.

M. Chou En-laï dit qu'il y est déjà allé.

M. Manac'h évoque les pays scandinaves.

M. Chou En-laï déclare qu'ils ne sont pas prêts à le recevoir.

M. Mao Tsé-toung fait remarquer que son Premier ministre est, lui aussi, un «belliciste». La France est courageuse d'être prête à le recevoir.

M. Mao Tsé-toung adresse ses vœux au président de la République française. Il insiste tout particulièrement pour que l'on transmette ses vœux les plus chaleureux au général de Gaulle.

M. Bettencourt promet de s'acquitter de cette double tâche dès son retour à Paris.

(M. Mao Tsé-toung, suivi des autres dirigeants chinois, accompagne M. Bettencourt et les Français à travers les salons et jusque sur le perron du Palais des Congrès. Il y demeure, faisant des signes d'adieu de la main, jusqu'à ce que les voitures disparaissent).

(Secrétariat général, entretiens et messages, avril-septembre 1970, n° 44)

[1] Mao Tsé-toung, président de la République populaire de Chine de 1954 à 1959. Depuis 1959, secrétaire général du parti communiste chinois.

[2] Lin Piao, ministre de la Défense de la République populaire de Chine depuis 1959, vice-président de la RPC, compagnon d'armes et successeur désigné de Mao Tsé-toung lors du IX congrès du parti communiste chinois en avril 1969.

[3] Chou En-laï, premier Premier ministre de la RPC depuis le 1 octobre 1949.

[4] Kang Cheng est vice-président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, chargé des relations avec les partis communistes.

[5] Li Hsien-nien, vice-Premier ministre de la République populaire de Chine depuis le 15 septembre 1954.

Note infra-marginale du document : « Les quatre premières de ces personnalités sont membres du Comité permanent du Parti communiste chinois. Quant à M. Li Hsien-nien, il est membre du bureau politique et, sur le plan de l'État, vice-Premier ministre et ministre des Finances». Pour plus de détails sur les organes centraux et la hiérarchie des personnalités chinoises, se reporter à la dépêche de Pékin n° 604/AS du 23 juillet 1970.

[6] M. André Bettencourt est ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire depuis le 22 juin 1969.

[7] M. Étienne Manac'h, ministre plénipotentiaire, est ambassadeur de France à Pékin depuis février 1969.

[8] M. Jacques Delarüe Caron de Beaumarchais, ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques au Département depuis décembre 1965.

[9] M. Christian d'Aumale, ministre plénipotentiaire est directeur adjoint de la direction des Affaires économiques et financières au Département, en charge des Accords bilatéraux, depuis juin 1968.

[10] Cette mission, constituée à l'initiative du Groupe parlementaire de liaison et d'études des relations économiques et culturelles avec les pays asiatiques, conduite par M. François Bénard, député de l'Oise (Union pour la Nouvelle République) se rend en RPC du 18 au 31 janvier 1964 et poursuit son voyage par le Cambodge et le Vietnam.

[11] Le chef de Cabinet de M. Bettencourt est, depuis juin 1969, André Lewin, conseiller des Affaires étrangères.

[12] M. Marc Deprez, administrateur civil, à la direction des Relations économiques extérieures au ministère de l'Economie et des Finances, sous-direction des relations bilatérales.

[13] M. Pierre Schopflin, inspecteur hors classe à l'inspection générale de Sécurité sociale, conseiller technique au Cabinet du ministre des Affaires étrangères, Maurice Schumann.

[14] MM. Li Hsien-nien, vice-Premier ministre, Lo Kuei-po, vice-ministre des Affaires étrangères et Li Chiang, vice-ministre du Commerce extérieur. Se reporter au compte rendu de cet entretien, tenu le 10 juillet, classé dans le document d'archives: Asie-Océanie, Chine, 1968-1972, politique extérieure, relations France-Chine, voyage de M. Bettencourt, n° 754.

[15] M. Edgar Faure s'est rendu en République populaire de Chine du 18 octobre au 5 novembre 1963. Se reporter à D.D.F. 1963-11, no. 176 et 185.

[16] M. André Malraux, ministre d'État, chargé des Affaires Culturelles (1959-1969), s'est rendu en République populaire de Chine en juillet-août 1965. Arrivé le 19 juillet, il est reçu le 22 par Chen Yi, le 2 août par Chou En-laï, le 3 août par Mao Tsé-toung et par le président Liu Shao-chi. Voir D.D.F. 1965-11, no 55, 90.

[17] Traité de Moscou du 5 août 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère.

[18] Traité conclu le 1 juillet 1968 à Londres, Moscou et Washington sur la non-prolifération des armes nucléaires.

[19] La guerre d'indépendance des États-Unis opposa les colons britanniques d'Amérique du Nord à leur métropole, la Grande-Bretagne, de 1775 à 1783.

[20] Le 6 mars 1966, la France quitte le commandement militaire intégré de l'Alliance

atlantique. Voir D.D.F. 1966-1, no 148, 150, 153, 154, 163, 164, 172, 173.

[21] M. Ceausescu, président de la République de Roumanie, effectue une visite officielle en France du 15 au 19 juin 1970. Le compte rendu des entretiens franco-roumains est publié dans D.D.F. 1970-i.

[22] L'OTASE ou L'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est ou pacte de Manille, a été créée le 8 septembre 1954, à l'initiative des États-Unis, regroupant aux côtés des États-Unis, de la France, jusqu'au 28 mai 1965), du Royaume-Uni, des pays de l'Asie du Sud-Est non communistes: Australie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Thaïlande. L'impact géopolitique de L'OTASE est assez faible. L'OTASE n'intervint pas lors de la deuxième guerre indo-pakistanaise (ou deuxième guerre du Cachemire) qui a opposé l'Inde et le Pakistan en août-septembre 1965. Le 22 septembre 1965, le Conseil de sécurité des Nations unies vote une résolution exigeant l'arrêt des combats. Le conflit s'arrête le lendemain même. Le fonctionnement inefficace, le manque de confiance, font que la France continue à ne pas participer aux activités militaires de L'OTASE

[23] Le 18 juin 1970. Le nouveau gouvernement britannique est dirigé par M. Edward Heath.

[24] M. Vasily Tolstikov est le nouvel ambassadeur soviétique à Pékin. Arrivé le 10 octobre 1970, il présente ses lettres de créance le 13. Se reporter au télégramme de Pékin no 4346 à 4348 du 15 octobre, non repris.

[25] La première bombe atomique chinoise explose le 16 octobre 1964.

[26] Pierre-Simon de Laplace (23 mars 1749-5 mars 1827) est un mathématicien, astronome et physicien français, un des principaux scientifiques de la période napoléonienne. Son traité intitulé Mécanique céleste (1799-1825), ouvrage majeur, en cinq volumes, a transformé l'approche géométrique de la mécanique développée par Newton en une approche fondée sur l'analyse mathématique.

[27] Urbain Le Verrier (11 mars 1811-23 septembre 1877) est un astronome et mathématicien français, spécialisé en mécanique céleste. Il devient célèbre lorsque la planète, dont il a calculé la position, est découverte par l'astronome Johann Galle à l'observatoire de Berlin, le 23 septembre 1846. Cette nouvelle planète est baptisée Neptune.

[28] Karl Marx (5 mai 1818-14 mars 1884), philosophe allemand, économiste, historien, socialiste révolutionnaire, auteur entre autres de Das Capital (1867) et du Manifeste communiste (1848) écrit avec Friedrich Engels.

[29] Friedrich Engels (28 novembre 1820-5 août 1895), philosophe, théoricien socialiste allemand.